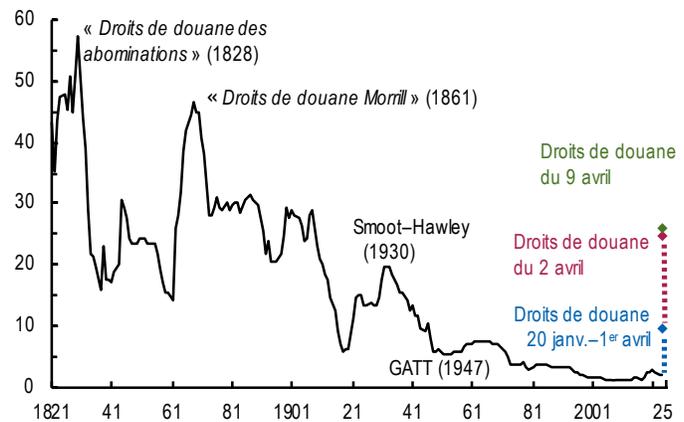


Après une série de chocs sans précédent ces dernières années, la croissance mondiale a été stable mais décevante jusqu'à la fin 2024, et selon les projections de l'édition de janvier 2025 de la *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale* (PEM), cela ne devrait pas évoluer. Cependant, le contexte a changé, avec, partout dans le monde, des gouvernements qui redéfinissent leurs priorités en matière d'action publique. Depuis la publication en janvier 2025 de la *Mise à jour des PEM*, les États-Unis ont annoncé et mis en œuvre une série de nouvelles mesures tarifaires, qui ont donné lieu à des mesures de rétorsion de la part de leurs partenaires commerciaux. Depuis le 2 avril, les États-Unis appliquent ces droits de douane à presque tous les pays, ce qui porte les droits de douane effectifs à des niveaux jamais observés depuis un siècle (graphique 1 du résumé). Cela constitue en soi un choc négatif majeur sur la croissance. L'imprévisibilité avec laquelle ces mesures sont mises en œuvre a également des effets négatifs sur l'activité économique et les perspectives. Parallèlement, cela complique davantage encore la formulation d'hypothèses nécessaires à l'élaboration d'un ensemble de projections cohérentes et opportunes sur le plan intérieur.

Compte tenu de la complexité et de l'évolution rapide de la conjoncture actuelle, ce rapport présente des « prévisions de référence » fondées sur les informations disponibles au 4 avril 2025 (dont les droits de douane annoncés le 2 avril et les premières mesures adoptées en réponse), plutôt que le scénario de référence habituel. Ces données sont accompagnées d'un ensemble de prévisions relatives à la croissance mondiale, reposant principalement sur différentes hypothèses en matière de politique commerciale.

L'accentuation rapide des tensions commerciales et le degré d'incertitude exceptionnellement élevé qui entoure les politiques publiques devraient avoir des répercussions significatives sur l'activité économique mondiale. Selon les prévisions de référence qui intègrent les

**Graphique 1 du résumé. Droits de douane effectifs des États-Unis sur toutes les importations**



Sources : statistiques historiques des États-Unis 1789–1945 ; U.S. Census Bureau ; calculs des services du FMI.

Note : Les droits de douane en vigueur du 20 janvier au 1<sup>er</sup> avril 2025 comprennent des droits de douane de 20 % pour la Chine ; de 25 % sur l'acier et l'aluminium ; de 25 % pour le Mexique et le Canada ; et de 10 % sur les importations d'énergie en provenance du Canada. Une dérogation prévue par l'accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM) devrait réduire de moitié la hausse effective des droits de douane pour le Mexique et le Canada. Les droits de douane du 2 avril comprennent les droits de douane sur le secteur automobile et des droits de douane spécifiques à chaque pays, ainsi que les exemptions prévues à l'annexe II du décret, estimées pertinentes par les services du FMI. Les droits de douane du 9 avril appliquent une augmentation des droits de douane pour la Chine à 145 % et une réduction des droits de douane spécifiques à d'autres pays à 10 %. Ils incluent aussi les exemptions sur certains produits électroniques annoncées le 11 avril. GATT = Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

données disponibles au 4 avril, la croissance mondiale devrait chuter à 2,8 % en 2025 et à 3 % en 2026, contre 3,3 % pour ces deux mêmes années dans la *Mise à jour des PEM* publiée en janvier 2025, ce qui correspond à une dégradation cumulée de 0,8 point de pourcentage. Ces chiffres sont très inférieurs à la moyenne historique de 3,7 % observée entre 2000 et 2019.

Dans ces prévisions de référence, la croissance dans les pays avancés devrait s'établir à 1,4 % en 2025. Aux États-Unis, la croissance devrait ralentir à 1,8 %, soit 0,9 point de pourcentage de moins que ce que prévoyait la *Mise à jour des PEM* parue en janvier 2025, une tendance qui s'explique par l'incertitude accrue entourant l'action des pouvoirs publics, la montée des tensions commerciales et le fléchissement de la demande. Dans la zone euro, la croissance devrait s'établir à 0,8 %,

ce qui correspond à un ralentissement de 0,2 point de pourcentage. Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance devrait ralentir pour atteindre 3,7 % en 2025 et 3,9 % en 2026, avec des révisions à la baisse significatives pour les pays les plus affectés par les récentes mesures commerciales, notamment la Chine. L'inflation globale au niveau mondial devrait reculer à un rythme légèrement plus lent que ce qui était prévu en janvier, pour s'établir à 4,3 % en 2025 et à 3,6 % en 2026. Ces prévisions s'accompagnent de révisions à la hausse significatives pour les pays avancés et de légères révisions à la baisse pour les pays émergents et les pays en développement en 2025.

L'augmentation des risques baissiers est ce qui ressort le plus de ces prévisions. Une intensification de la guerre commerciale et des incertitudes encore plus vives autour des politiques commerciales pourraient encore freiner la croissance à court et à long termes, tandis que l'érosion des marges de manœuvre compromettrait la capacité des pays à faire face à de futurs chocs. Des politiques divergentes et qui changent rapidement ou un étiolement de la confiance pourraient donner lieu à des réévaluations supplémentaires des actifs, supérieures à celles observées après l'annonce par les États-Unis de droits de douane généralisés, ainsi qu'à des ajustements brusques des taux de change et des flux de capitaux, en particulier dans les pays en situation de surendettement. Cela pourrait entraîner une instabilité financière plus générale, qui pourrait nuire au système monétaire international. L'évolution démographique et la diminution de la main-d'œuvre étrangère pourraient limiter la croissance potentielle et menacer la viabilité budgétaire. La persistance des effets de la récente crise du coût de la vie, combinée à la réduction de la marge de manœuvre des pouvoirs publics et à la morosité des perspectives de croissance à moyen terme, pourrait raviver les tensions sociales. La résilience de nombreux grands pays émergents pourrait être mise à l'épreuve alors que le service de dettes élevées devient plus difficile à une période où les conditions financières mondiales sont défavorables. Un tarissement de l'aide internationale au développement pourrait accentuer la pression sur les pays à faible revenu, les endetter davantage ou les contraindre à procéder à d'importants ajustements budgétaires, ce qui aurait des

conséquences immédiates sur la croissance et le niveau de vie. Du côté positif, une désescalade des droits de douane et la conclusion de nouveaux accords permettant de clarifier et de stabiliser les politiques commerciales pourraient stimuler la croissance mondiale.

La voie à suivre exige clarté et coordination. Les pays devraient œuvrer de manière constructive pour promouvoir un environnement commercial stable et prévisible, faciliter la restructuration de la dette et relever les défis communs. Dans le même temps, sur le plan national, ils doivent s'attaquer à leurs déséquilibres stratégiques et structurels afin de garantir leur stabilité économique intérieure. Cela contribuera à rééquilibrer les arbitrages entre croissance et inflation, à reconstituer des marges de manœuvre et à redynamiser les perspectives de croissance à moyen terme, tout en réduisant les déséquilibres mondiaux. Afin de remplir leurs mandats et de garantir la stabilité des prix et du système financier dans un environnement où les arbitrages sont encore plus difficiles, les banques centrales doivent en priorité continuer d'affiner l'orientation de leur politique monétaire. Source de perturbations, la volatilité des changes pourrait devoir faire l'objet d'interventions ciblées, comme indiqué dans le cadre stratégique intégré du FMI. Au besoin, les outils macroprudentiels devraient être déployés pour limiter l'accumulation de facteurs de vulnérabilité et fournir un soutien pour parer à d'éventuelles tensions. La reconstitution de l'espace budgétaire et le maintien de la dette publique sur une trajectoire viable demeurent des priorités majeures, tout comme la prise en charge des dépenses indispensables à la sécurité nationale et économique. Pour cela, des plans crédibles de rééquilibrage budgétaire à moyen terme sont nécessaires. Des réformes structurelles sur les marchés financiers, du travail et de produits viendraient compléter les efforts déployés pour réduire la dette et les disparités entre les pays. Comme expliqué au chapitre 2, les pyramides des âges des pays évoluent à des rythmes différents, ce qui entraîne des conséquences importantes pour la croissance à moyen terme et les déséquilibres extérieurs. En outre, comme montré au chapitre 3, les changements dans la politique migratoire des pays d'accueil entraînent des répercussions considérables qui touchent de manière disproportionnée les pays émergents et les pays en développement.